

**AU PROFIT DE LA LIGUE**  
FONDÉE POUR L'ABOLITION DE LA CONSCRIPTION.

**Prix : 15 Centimes.**

---

# DISCOURS

SUR

## L'ABOLITION DE LA CONSCRIPTION

PRONONCÉ

AU MEETING DES TRAVAILLEURS DU 9 DÉCEMBRE 1867

PAR

JEAN FONTAINE.

Frères ! levons-nous, comptons-nous, organisons-nous, et d'un pas ferme marchons au renversement des abus qui pèsent sur le peuple, et à la conquête des droits politiques qu'on lui dénie injustement.

---

LIÈGE,

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DE L. SEVEREYNS,  
Rue de l'Université, 32.

1867

Je ne change pas un iota au discours que j'ai eu l'honneur de prononcer au sein du meeting du 9 décembre, et dont un compte-rendu aussi bizarre qu'inepte et malveillant a paru dans *La Meuse*.

Qu'on compare ma pensée mutilée, mes expressions dénaturées, mes phrases hachées par le Procuste embaumé de la rue du Pot-d'Or, avec le texte de mon discours et la pensée qui en émane, et on se convaincra que ce journal, dont la légèreté est coutumière et la superficialité incurable, a manqué à la mission de tout organe sérieux, à savoir : discuter et réfuter, s'il le peut, les théories de ses adversaires, et non pas se livrer à des gambades qui surprennent la religion de ses lecteurs, et qui donnent une si fâcheuse idée de la *presse*, dont la devise éternelle doit être : dignité, lumières, science et impartialité.

J. F.

# DISCOURS

## SUR L'ABOLITION DE LA CONSCRIPTION.

---

Messieurs,

En montant sur cette estrade, je veux surtout donner un témoignage de sympathie et de fraternelle estime aux braves gens qui siègent au bureau, aux nobles cœurs qui ont organisé ces réunions à leurs frais.

Je dis à leurs frais ! car ces réunions leur coûtent de 60 à 80 francs, elles leur coûtent leur temps, qui pour l'ouvrier est de l'argent, d'après le dicton anglais : *Times es money*.

Ces réunions sont donc bien spontanées ; elles n'ont rien de factice. Le mobile qui les suscite est profond, vivace, douloureux ; elles sortent des entrailles populaires, elles sont l'expression de la répugnance qu'éprouvent les travailleurs à l'encontre de la loi immorale et aléatoire du tirage au sort.

Ce sont des ouvriers dévoués, les plus instruits ou les plus intrépides qui, émus des douleurs du peuple, et de l'écrasement que fait peser sur lui cette odieuse loi de la conscription, ont pris l'initiative de cette protestation généreuse, protestation à laquelle les gens de bien de tous les partis doivent s'associer franchement.

Honneur à vous, Messieurs, pour cette bonne pensée, pour cet acte de courage viril ; honneur à vous pour cette insurrection légale et pacifique contre l'iniquité de cette loi qui met les ouvriers en coupe réglée ; honneur à vous qui ouvrez à vos dépens une arène à la vérité, à la libre discussion et qui montrez ainsi irré-

fragablement tout ce que vous pouvez devenir, de quel appui vous serez pour les vengeurs de vos droits violés ; honneur à vous et merci pour cet élan qui peut vous conduire à la terre promise de la liberté et de l'égalité politiques et sociales.

Car libres, vous ne l'êtes pas ! Vous n'êtes pas libres, puisqu'une poignée de représentants doctrinaires disposent, sans vous consulter, de vos biens, de vos salaires par l'impôt, de votre sang par la conscription.

Eh bien ! ne pas disposer librement de son bien et de sa personne, c'est la définition que les philosophes donnent de l'esclavage.

Egaux, vous ne l'êtes pas non plus, mes amis les ouvriers, puisque vous ne jouissez pas de l'égalité politique, cette suprême garantie du citoyen sans laquelle l'égalité civile peut n'être qu'un leurre, et qu'on vous repousse avec mépris et dédain de l'urne où vous pourriez déposer votre vote.

Quand les journaux disent qu'en Belgique tous les belges sont libres et égaux, ils disent sciemment une impudente contre-vérité.

Le ministre des finances, M. Frère, dont l'enfance tout entière s'est écoulée au sein des misères du peuple ; est plus net, plus sincère, il faut lui rendre cet hommage. Il n'y va pas par quatre chemins quand on lui parle de droits politiques à conférer aux ouvriers. Lorsque des amis de la démocratie pressent le ministre d'accorder au peuple la liberté politique, cette sauvegarde de ses droits civils, il hausse les épaules, il sourit de pitié, il prend en dédain leurs réclamations, et dans son infailibilité hautaine leur répond avec ricanement en appelant vos frères des champs des valets de ferme

et vos frères des villes des serviteurs indignes de la liberté.

Arrière, vile multitude ! Labourez la terre, tissez les étoffes, forgez le fer, applaudissez mes discours, formez des cramignons, et chantez, dansez comme des paillasses, lorsque accompagnant le roi mon auguste maître, je viendrai à Liège.

Voilà comment s'exprime le grand-prêtre du doctrinarisme, pour me servir de l'expression d'un célèbre orateur républicain, mon compatriote Adelson Castiau.

Voilà la réponse d'un homme qui a eu tous les bonheurs de la vie. Bonheur d'une vaste intelligence, bonheur d'une admirable figure où souffle hélas ! un orgueil altier, bonheur de naître dans un temps et dans une ville où le doctrinarisme était en faveur, bonheur d'épouser une femme riche appartenant à une famille considérable, dont la fortune a servi d'escabeau à son grand talent !

Quelle ingratitude envers Dieu, et envers ces plébléiens dont le sang coule dans ses veines.

Quelle ingratitude envers votre destinée, M. Frère ! qui eût été bien plus belle et plus rayonnante, si, fidèle à la démocratie, vous vous étiez constitué son champion, au lieu de vous faire l'avocat opiniâtre d'un système épuisé et d'une politique mourante.

Est-ce fatalité ? Mais il me semble que presque tous ceux qui, nés sur la paille, ont mangé dans leur jeunesse le pain amer de la pauvreté, apostasient, au pouvoir, leur origine pauvreteuse, pour se faire les artisans d'une politique blessante et exclusive, les défenseurs des classes riches auxquelles ces parvenus se cramponnent et savourer ainsi les voluptés de la fortune. Le

peuple ne saurait être trop sévère envers tous les renégats sortis de ses greniers qui lui prodiguent l'injure et l'outrage.

Des jeunes gens se dévouent-ils à faire de la propagande au profit du peuple, cherchent-ils à lui dessiller les yeux, et à faire tomber le bandeau qui lui dérobe la lumière ? On les appelle ironiquement des commis-voyageurs, on a l'air d'insinuer que s'ils font cette agitation, s'ils se rendent dans les villes voisines pour élucider quelques questions confuses, c'est pour attirer sur eux l'attention publique.

Quelle charité exquise, ces Messieurs de la Doctrine professent !

Ah ! ces commis-voyageurs là ne feront pas fortune.

Les journaux les raillent, les ridiculisent, ou dénaturent leurs pensées et leurs paroles. Mais non, ils font mieux que cela, ils font silence autour de ces apôtres et établissent un cordon sanitaire, pour que leurs lecteurs, — leurs brebis doctrinaires ou cléricales — ne soient pas infectées du virus de la liberté bien autrement contagieux pour les âmes que la peste bovine pour les animaux à cornes.

Messieurs, à cette heure du siècle, on peut flatter le peuple, le caresser, l'aimer, le saluer ; on peut faire cela dignement, fièrement, sans abjection : car il n'est rien.

Aujourd'hui encore, il est pauvre, il est nu, il grelotte sous la bise, il est blême de faim et de misère, il est exténué de fatigues et de privations. Le peuple n'a pas la tête parfumée, lui ! Ses vêtements sont des haillons, son visage est noir et sillonné de rides creusées par la fatigue et le souci, sa main est dure et calleuse, son langage est rude, son esprit inculte, et toute sa

personne exhale une odeur forte, disent les fréluquets, les damoiseaux des salons.

Cette odeur forte, messieurs, c'est la sueur du travail qui inonde son corps du matin jusqu'au soir.

Ah ! si le peuple était puissant, riche, heureux, disposant des faveurs, je ne serais pas ici, je laisserais la place à ceux qui le dédaignent en silence, tout en lui jetant quelques fleurs dans des discours de parade. Je dis en silence : car tout haut, on n'oserait pas afficher ce dédain pour vous.

Il y a trop de philosophie et de christianisme répandus dans l'atmosphère, ce siècle est au fond trop démocratique, la révolution française vous a rendus trop grands pour cela. Et puis, qui sait ce qui peut arriver demain ? Il faudrait si peu de chose, un si petit ébranlement pour que vous devinssiez les maîtres, et pour que vous vissiez à vos genoux ces misérables ambitieux qui pavent aujourd'hui leur lourde et grotesque personne dans les cérémonies officielles et qui ont déjà oublié le chemin qui conduit à vos réunions.

Messieurs, quand on a l'honneur de parler devant 1500 à 2000 ouvriers, quand on se propose de faire une agitation sérieuse et féconde pour atteindre un noble but, quand on demande aux travailleurs qui nous écoutent de longs efforts pour conduire à fin, la tâche de la liberté pour tous, et de l'égalité des charges, les hommes dont nous sollicitons le concours et l'action, ont le droit et le devoir de nous demander notre opinion, notre symbole politique. Ils ont le droit et le devoir d'interroger l'orateur et de lui dire : Qui êtes-vous ? Que pensez-vous ? Où voulez-vous nous conduire ?

A ceux qui me font l'honneur de me demander qui je suis, je répons la main sur ma conscience d'honnête homme : Je fus, je suis, et je serai jusqu'au tombeau, le soldat obscur, mais dévoué de la démocratie, libérale, pacifique et universelle ; je fus, je suis et je serai jusqu'au dernier soupir partisan convaincu, loyal, et inébranlable de la République démocratique.

A ceux qui me demanderaient où je veux les conduire, je répons : Je veux vous acheminer vers un Etat politique et social où la liberté, l'égalité, la fraternité soient une vérité et non un mensonge ; où le travail soit affranchi de toute entrave, où la vie matérielle et morale soit meilleure pour l'ouvrier, où ses salaires soient respectés, son sang ménagé, sa souveraineté pratiquée et non escamotée, par la bourgeoisie de toute couleur et de toute opinion.

Oui, je suis républicain-démocrate par penchant, par goûts, par principes, par l'étude de l'histoire et des institutions monarchiques, par le spectacle des abus qui frappent ma vue, par la grandeur, la beauté, la virilité, la prospérité des peuples qui ont le bonheur de vivre sous ce noble gouvernement.

Je suis républicain, parce que les monarchies ont les mains teintes du sang du peuple ; je suis républicain, parce que les monarchies modernes ont besoin pour vivre et durer, de tenir le peuple dans une minorité politique perpétuelle ; je suis républicain, parce que la République est le seul mode de gouvernement qui ayant pour base le suffrage universel librement exercé, couronne l'édifice politique et social de toutes les libertés possibles, de toutes

les garanties nécessaires à l'ordre, et à l'indépendance du moindre citoyen ; je suis républicain, parce que c'est le seul mode de gouvernement qui puisse attaquer de front et le résoudre le lamentable problème de la misère qui ronge le peuple depuis 6000 ans ; je suis républicain, parce que la République est le seul mode de gouvernement qui faisant place à tous, ne sacrifiant le droit de personne, assure la paix du monde, en développant le travail, les échanges, la fortune publique et privée sur une échelle grandiose.

Les rois, les empereurs et les aristocrates, ayant souvent hélas ! le clergé pour complice, ont ravagé le monde, ensanglanté les nations et mutilé tous les peuples de la terre.

Après avoir corrompu, dépravé, et abruti le peuple par leurs exemples, ils ont joué avec son corps comme avec un jouet sur les champs de bataille, et versé son sang comme l'eau des rivières.

Cela n'est pas encore assez, ils ont volé le peuple. Car c'est un vol, et le vol le plus lâche (le voleur de grand chemin expose du moins sa vie quand il vous prend la bourse), c'est un vol que d'établir arbitrairement des impôts et d'en disposer arbitrairement. Et aussi longtemps que les nations ne jouissent point de leur souveraineté politique, on peut adresser la même incrimination à tous leurs gouvernements.

Ainsi il n'appartient pas à une minorité imperceptible dans la nation de décider sans appel et sans le contrôle souverain du peuple : qu'on dépensera cent millions pour embastiller Anvers, 2 milliards en 37 ans pour entretenir une armée permanente inutile à notre sécurité, et

puisée entièrement dans ce peuple qu'on ne daigne pas consulter, et qu'on arrachera chaque année 13,000 jeunes gens à leurs familles dont ils sont les soutiens, pour les envoyer mourir d'ennui et de dégoût dans une garnison où ils désapprennent le métier qui devrait les nourrir plus tard.

Où est, Messieurs les députés, Messieurs les sénateurs, Messieurs les ministres du roi, où est le consentement, le contrôle du peuple? Qui vous a autorisés à parler, à stipuler pour lui? où est votre mandat? où est le blanc-seing de la nation?

Vous n'êtes donc qu'une clique audacieuse et impertinente, votant des charges qui éreintent le peuple, vous arroyant des droits que vous n'avez jamais eus, vous prévalant d'un mandat que vous n'avez jamais reçu.

Ah! je m'indigne quand je songe que des vieillards entêtés, comme M. Devaux, infatués d'une décevante et pernicieuse doctrine politique, crient à tous les échos de la publicité: dépensez davantage, élevez le chiffre de l'armée, portez-la à 150,000 hommes. Jem'indigne quand je lis des journaux qui proclament cette monstrueuse hérésie au 19<sup>e</sup> siècle, à savoir: que des Chambres émanant d'un Corps électoral privilégié, peuvent disposer de la fortune et du sang d'un peuple qui n'a pas été consulté.

Ce sophisme a tellement infecté les esprits que les hommes les plus éclairés et les plus haut placés dans la considération publique l'ont épousé sans remords, et le pratiquent en conscience.

Nous sommes arrivés à un aveuglement si profond sur cette matière, que rencontrant il y a 5 à 6 mois un des hommes politiques les plus

justement respectés de ce pays , un des caractères les plus purs , un de ces cœurs rares qui vibreront pour le peuple jusqu'au dernier souffle (il m'honore parfois de sa bienveillance) je lui demandais s'il voterait cette exagération de dépenses militaires dont nous étions menacés.

« Je voterai, me dit-il, à deux mains tout ce qu'on me demandera, dût le budget de la guerre s'élever à 50 millions de fr.

— Ah ! repartis-je tristement , cela ne vous coûtera à vous que quelques francs qui ne diminueront en rien le bien-être et le repos que vous méritez bien après vos longs travaux , mais au peuple , cela enlève sa tranquillité morne, son pain, son sang ! »

Ah ! Messieurs , quand je vois ce qui s'est passé et ce qui se passe encore sous nos yeux , je me rappelle le propos de cet adulateur disant à Marie-Antoinette qui contemplait la foule qui grouillait sous les fenêtres de son palais :

« Madame, tout ce peuple est amoureux de vous. »

Il y a encore parmi nous des hommes et des journaux capables de ces galanteries écœurantes. Ou cette parole d'un courtisan qui disait à Louis XV enfant ! « Sire, tout ce peuple est à vous ; » ou bien cette célèbre consultation des docteurs de la faculté de théologie de la Sorbonne que Louis XIV avait provoquée pour calmer les remords qui bourrelaient sa conscience , après avoir ruiné la France et décimé la nation. « Sire, disaient ces indignes prêtres du Dieu vivant, tous les biens de vos sujets sont à vous, et ce que vous leur en laissez, est pur don de votre part. C'est une gracieuseté que vous leur faites, et ils doivent s'estimer heureux que vous ne leur preniez pas tout. »

Cette infâme doctrine est consignée dans les mémoires que Louis XIV avait rédigés à l'usage du dauphin, *ad usum Delphini*. Eh bien ! chose bien capable de jeter le penseur dans l'abîme du doute et du désespoir, cette doctrine impie n'est pas morte, et 80 ans après la révolution française, qui croyait avoir balayé à jamais les impuretés et les spoliations monarchiques et sacerdotales, on la retrouve avec épouvante au fond des théories de M. Devaux, de nos ministres du roi, de nos députés et de nos sénateurs.

Quand je dis nos députés, je vous demande pardon de ce vice de langage, car ni vous, ni moi n'avons de députés, puisque, de par la loi constitutionnelle, nous sommes déclarés indignes, incapables de choisir ces messieurs, ces archanges de lumière, à qui on a remis la plénitude de nos droits, et la faculté de statuer sur nos biens et sur l'avenir de nos enfants.

Dans l'*Inde*, on dirait que nous sommes des *parias*. En Belgique, j'affirme que le peuple qui est destitué de tout droit politique, est livré pieds et poings liés à la merci de MM. les représentants et des ministres du roi.

Vienne me démentir celui qui ose dire le contraire !

Devant ces folies, ces aberrations de la conscience, ces violations patentes du droit commun, je me courrouce et demande justice.

Et puis tout à coup, me rappelant la peinture que faisait La Bruyère du paysan français d'il y a deux siècles, je me mets à pleurer.

Ecoutez, Messieurs, cette effroyable peinture tracée par le grand écrivain, un des hôtes pourtant de Versailles.

« On voit, dit-il, certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus dans la

campagne, noirs, livides, nus et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur les pieds, ils montrent une face humaine, et en effet, ils sont des hommes.»

Ce paysan, les historiens de la monarchie nous le cachent. Ce paysan, qui l'a transformé en bête ? Qui ? les rois, les aristocrates et les sacerdoxes infidèles à leur mission sacrée.

Je sais bien que les misères accumulées sur les pauvres par les puissants de la terre sont fort adoucies ; mais allez visiter les caves, les greniers, les mansardes, les ruelles, les impasses fangeuses d'Outre-Meuse et dites-moi si la condition de leurs habitants est fort améliorée.

Et après cela, il se rencontre encore des imbéciles qui s'étonnent naïvement de trouver le peuple féroce, implacable dans les crises révolutionnaires !

Puissances de la terre, si dans les longs jours de votre domination, vous aviez eu soin du corps et de l'âme du peuple, il ne serait point tombé dans ces accès de fureur et de frénésie qui déshonorent la nature humaine.

La République qui vient après vous, reçoit l'héritage de vos fautes et de vos forfaits, et vous la calomniez ensuite en disant : voyez comme elle est violente !

Donc, Messieurs, la monarchie dans le passé, c'est l'écrasement du peuple, sa misère, son abjection, son abrutissement, son bien, son or, son salaire gaspillé, dilapidé, volé, son sang répandu à flots pour des causes qui lui sont étrangères ; la monarchie dans le passé, c'est le crime, l'orgie, la débauche, le bon plaisir, la

dédification de tous les mauvais instincts, l'apothéose impie du roi, des grands et des prêtres.

La monarchie dans le présent, ce sont les impôts sans cesse augmentant, la vie matérielle difficile, la vie morale laissant beaucoup à désirer, une centralisation excessive, les petits fonctionnaires réduits à la portion congrue, le parasitisme, des armées permanentes, la conscription qui leur sert de base, le peuple condamné à la tutelle politique, l'omnipotence de la bourgeoisie banquière, boutiquière, boursicotière, agiotieuse, industrielle, manufacturière, vaniteuse et mesquine.

La liberté qui décore les monarchies constitutionnelles, découle de la philosophie, de la révolution et du christianisme, cette révolution morale opérée par le sans-culotte Jésus, et quelques hommes du peuple qui n'eurent pas besoin, eux, comme le pape d'aujourd'hui, d'avoir des zouaves, des légions d'Antibes, et des fusils Chassepot pour opprimer des populations qui ne veulent plus du monachisme.

Le divin maître chassait du Temple les vendeurs, les marchands de toute sorte, les pharisiens et les hypocrites, et n'avait pas une pierre où il put reposer sa tête endolorie. Celui qui se dit son successeur a un palais immense, le Vatican, il est entouré de gardes du corps et de gendarmes, et son principal apôtre chargé de convertir ses sujets italiens, c'est le général *Kantzler*.

Oh! mes amis, vous tous qui croyez à Dieu, à Jésus-Christ, au ciel, à l'Évangile, vous tous qui avez besoin d'une religion qui sanctifie et ennoblisse les âmes, que pensez-vous de ce catholicisme papalin, dont le fusil Chassepot est le soutien ?

Encore une fois, je le répète, de quelque côté qu'on se tourne, il faut pleurer, car tout est désordre, confusion, hypocrisie, mensonge, et méconnaissance de la loi divine.

Messieurs, aussi longtemps que nous serons gratifiés de la monarchie dans l'occident de l'Europe, nous aurons des armées permanentes, la conscription et la guerre en perspective.

Voici le cercle vicieux dans lequel se trouvent placés les peuples avec le système monarchique.

La paix n'étant jamais ni franche, ni sincère, on ne désarme pas, on conserve ses armées avec le lourd budget qu'elles entraînent, et comme cette paix armée est toujours menaçante, elle fomente la défiance, elle alarme le capital : de là stagnation dans les affaires, c'est-à-dire ruine et misère du peuple.

Enfin, les potentats se font-ils la guerre ? Alors les capitaux, les épargnes sont dévorés, et le sang du peuple coule comme l'eau des fleuves. Dans tous les cas, ruine, massacre, mépris, extermination du peuple.

Avec la monarchie enfin, la fédération des États de l'Europe est impossible !

Jamais le satanique orgueil de 5 à 6 maisons royales ne permettrait cette confédération des États européens au seul profit des nations.

Par toutes ces causes, je fais des vœux pour que le dernier trône s'évanouisse, afin que les divers peuples du monde profitant de leur travail, et ne voyant plus gaspiller leurs ressources, s'élèvent de plus en plus, sur l'échelle de l'ordre, de la fortune, de la dignité, des lumières et de la civilisation.

La République, Messieurs, permettez-moi d'insister, ce n'est pas le règne de l'impiété,

de la guillotine, du désordre et de l'émeute. Non, non !

C'est le règne de la loi faite pour tous et par tous, c'est la mansuétude, c'est le respect du faible, et le mors passé dans la bouche du puissant, c'est le salaire respecté, le travail honoré, l'impôt mieux assis, votre sang ménagé, c'est la fraternité devenue une vérité, c'est la paix, et l'harmonie non-seulement entre tous les hommes d'une même nation, mais entre tous les peuples, car les peuples n'ont aucun intérêt contradictoire, tous ils ont besoin de paix et de tranquillité.

Avec la République vous n'avez plus d'armée permanente, plus de conscription, plus de diplomatie fastueuse, somptueuse et inutile, où se glissent des jeunes gens de famille dont l'ignorance est souvent extrême et qui n'ont jamais eu assez de talent pour aborder une tâche d'homme.

Avec la République vous n'avez plus ces hochets, ces décorations, ces marques de distinction frivole qui entretiennent dans les rangs de la nation une fièvre de vanité maladiée; vous n'avez plus une famille royale à héberger, dont l'appétit est insatiable, et qui coûte plus cher à entretenir que toute une province.

La République a compté et compte encore parmi ses adhérents les plus illustres, et ce qui vaut mieux, les meilleurs des hommes.

Dans l'antiquité, elle a compté parmi ses adorateurs Thémistocle, Aristide, Phocion, Epaminondas, les deux Gracques, leur mère Cornélie, Jésus-Christ, Cicéron, le second Brutus, Porcie sa femme, Caton d'Utique; dans le moyen-âge, Savonarole, et dans les temps modernes, elle cite avec orgueil, Sidney,

Milton, Washington, Franklin, Jean-Jacques Rousseau, Vergniaud, Carnot, madame Roland, Hoche, Marceaux, Armand Carrel, Béranger, les deux Cavaignac, et leur mère, femme digne de l'antiquité, madame George Sand, Jules Favre et Proudhon, cet homme de génie qui est mort à la tâche, laissant à sa veuve et à ses deux filles, une pauvreté honorable et une mémoire immortelle.

Vous parlerai-je maintenant de la conscription? Qui n'en connaît les abus et l'odieux.

On peut la condamner et la flétrir en deux mots. La conscription est l'impôt du sang le plus odieux de tous, en ce qu'il nepèse que sur le peuple; dans la guerre elle prive le peuple de ses enfants, et dans la paix elle le prive de leur travail qui est souvent sa meilleure ressource. Et quand l'armée renvoie dans ses foyers l'ouvrier libéré du service, le plus souvent c'est avec des habitudes qui le rendent incapable de travail et de toute vie régulière.

Mais sans conscription pas d'armée permanente, nous dit-on. C'est vrai. Mais c'est précisément pour cela que les amis de la démocratie doivent l'abolir, parce qu'il faut réputer les armées permanentes ruineuses pour les finances des peuples, et dangereuses pour leur liberté.

On insiste et on dit: sans armée permanente, le pays devient la proie d'une invasion.

C'est une assertion fausse et qui reçoit de l'histoire contemporaine le plus absolu démenti.

Donnez au peuple la liberté politique, rendez-le maître de ses destinées, instruisez-le, élevez son âme à la hauteur de ses droits, améliorez son sort, donnez-lui la conviction qu'il est de tous les peuples le plus libre, le plus prospère

et le plus heureux, et je vous garantis qu'il sera invincible. Ce sera le cas de répéter : *gara à qui tocca !* gare à qui le touche !

Jean-Jacques Rousseau interrogé par des polonais sur le moyen d'empêcher la conquête de la Pologne par la Russie leur fit cette réponse aussi forte de bon sens qu'ingénieuse d'expression : faites, leur dit-il, qu'un russe ne puisse jamais digérer un polonais.

Eh bien, Messieurs, il y a un mets que le despotisme ne digère pas, c'est la liberté. La liberté donne le hoquet aux tyrans, elle les étrangle, elle les étouffe.

L'histoire a donné raison à Jean-Jacques. La Russie, ou pour mieux dire, l'autocratie russe, — car il ne faut jamais confondre les nations avec les tyrannies qui les oppriment — est-elle parvenue après un siècle de massacres et de déportations en Sibérie à digérer la noble Pologne ? Non, elle se relève, elle s'agite sur sa couche funéraire, elle n'est pas morte, elle ne mourra pas, et si elle était descendue au tombeau, elle en sortirait pour ressusciter comme ses sœurs l'Italie et la Grèce.

Une armée permanente quelque vaillante qu'elle soit, une fois vaincue, écrasée par le nombre ou paralysée par les combinaisons du génie de la guerre, laisse le pays désarmé, abandonné à la générosité ou à la rapacité de l'ennemi.

Songez à ce que devint la Prusse après le désastre d'Iéna, l'Autriche après Ulm et Austerlitz, la France après Waterloo.

Mais quand tous les enfants d'un pays sont armés, disciplinés et pénétrés de l'amour de la liberté et de la patrie, quand chaque buisson cache un vengeur, alors ils sont invincibles et

la terre envahie devient le tombeau des envahisseurs.

Les preuves abondent dans l'histoire. Rappelez-vous les guerres d'Espagne de 1809, les miliciens de l'Allemagne en 1813, une poignée de Polonais luttant en 1862 contre les forces de l'empire Russe, les Hongrois triomphant des armées de l'Autriche, en 1848. Rappelez-vous les Vendéens qui tinrent en échec les forces de la République.

Rappelez-vous surtout les admirables volontaires de la France de 92, qui vainquirent à Valmy les vieux soldats de Frédéric-le Grand, défirent les Autrichiens à Jemmapes, et battirent les Anglais à Hondschoote.

Je n'en dirai pas davantage sur cette question qui est secondaire dans l'ordre logique des idées.

La conscription n'est pas un principe, c'est un effet, une conséquence qui résulte de la cause qui l'enfante fatalement. Voulez-vous détruire l'effet? brisez la cause. Or la cause de la conscription, ce sont les armées permanentes. Armée permanente, monarchie, omnipotence bourgeoise, minorité du peuple, sa tutelle politique, tout cela forme une chaîne indissoluble. Le premier anneau qui doit être broyé dans cette chaîne d'airain qui lie le peuple, c'est sa minorité politique.

Voulez-vous abolir la conscription ?

Brisez le privilège, le monopole électoral de la bourgeoisie qui est la clef de voûte de tout son système, et obtenez le suffrage universel.

Comment l'obtiendrez-vous ? Par une ligue générale, par la volonté, la fermeté et la persévérance.

Et quand vous aurez épuisé les voies légales, quand vous aurez fait appel à la modération, au droit, à la justice, si vous trouvez que la bourgeoisie s'obstine dans son privilège, et s'y retranche comme dans une citadelle d'iniquité, alors calmes dans votre droit, dans votre force, prenant Dieu à témoin, vous vous lèverez, vous ferez retentir votre voix de tonnerre, et retrouvant les manches de vos chemises vous imiterez ce qu'ont fait vos frères de Paris le 14 juillet 1789, les 25, 26, 27 juillet 1830, et le 24 février 1848. Vous briserez comme verre la résistance orgueilleuse de ces parvenus qui voudraient s'ériger en caste, et vous laisser dans les gémo-nies politiques.

Ah ! les doctrinaires, ces eunuques de la révolution, ces bâtards de la philosophie politique, n'y allaient pas de main-morte pour assouvir leur ambition sénile et se substituer aux catholiques qui occupaient le pouvoir.

Voici un échantillon de leur langage : Nous vous renverserons pacifiquement, disaient-ils à leurs adversaires ou nous vous écraserons, révolutionnairement.

Non contents de ces menaces inconvenantes, ils mettent le comble à leur machiavélisme en poussant le peuple égaré contre leurs collègues de la Chambre, et en le conviant, en l'excitant à attenter à la propriété priyée. (Etablissements des jésuites lapidés par des attroupements.)

Mais, me direz-vous peut-être, on nous opposera la Constitution. Allons donc ! Messieurs, le parti catholique et le parti doctrinaire s'accusent mutuellement de l'avoir violée plus de dix fois. Et d'ailleurs, la Constitution qui est faite pour vous, est amendable, et il faut l'amender si elle renferme des dispositions em-

preintes d'iniquité et d'exclusion. Que dirait-on du propriétaire d'une maison où les cheminées fumeraient, et qui ne voudrait point y remédier sous prétexte que l'architecte pourrait s'en offenser ?

On dirait que c'est un fou, et on l'enverrait à Charenton, ou aux petites maisons de Ghlin.

Eh bien ! Messieurs, notre Constitution est un édifice politique qui a aussi quelques cheminées qui fument, et parmi celles-là, se trouvent les textes, les articles qui vous mettent à la porte des comices électoraux, sous le spécieux prétexte que vous choisiriez mal vos mandataires. Choix dont se charge avec plaisir et profit la bourgeoisie.

Comment arriverez-vous à faire entendre votre voix ?

Par une ligue générale, par un vaste réseau jeté sur tout le pays, enveloppant dans ses mailles serrées, ouvriers, petits commerçants, détaillants, campagnards, et tous les hommes de cœur à quelque parti qu'ils appartiennent.

Pour cette croisade de la liberté, il faut enrôler, embrigader tous ceux qui sont frappés d'incapacité politique, il faut remuer et agiter les hommes jusque dans le moindre hameau.

Que d'Ostende à Verviers, de Visé à Jeumont, tous les ouvriers s'unissent, s'entendent, se répondent, se concertent, s'entraident, se soutiennent, se piquent d'émulation pour briser la marque de servitude politique qui les distingue des autres belges, conquérir leur indépendance, et garantir leurs enfants, leurs salaires, leurs épargnes des lois fabriquées par une bourgeoisie égoïste et privilégiée.

Pour atteindre ce but désiré, il faut fonder des organes, faciliter des réunions, faire des

processions — à l'instar des ouvriers anglais, — rédiger des pétitions, soutenir les journaux qui nous prêtent leur publicité et semer partout des conférences, des discours et des écrits.

Pour opérer toutes ces œuvres, l'argent est nécessaire. Eh bien, créez le *denier de la liberté*, comme les catholiques ont fondé le denier de St-Pierre. Quel est l'ouvrier assez imbécile pour ne pas comprendre que son intérêt majeur est de devenir électeur afin qu'il ne soit plus exploité? Quel est l'ouvrier assez lâche pour refuser de s'associer à cet acte de délivrance, et de sceller ce pacte, cette charte d'émancipation? Hâtez-vous, Messieurs, de jeter les bases de cette association libératrice.

Que demain, dans chaque quartier, des hommes de bien, des ouvriers d'élite et de bonne volonté, se réunissent, ouvrent des listes et recueillent des souscriptions.

Un sou par mois! Cette modique cotisation suffit et au delà pour subvenir à toutes les dépenses et imprimer à la ligue un élan irrésistible.

Qu'un bureau central composé d'un membre de chaque section, suscite une pareille organisation dans chaque ville, dans chaque canton rural du pays.

En attendant que cet argent reçoive une destination connue, il sera placé à la caisse d'épargne.

L'argent, c'est le nerf de la guerre, disent avec raison les capitaines, eh bien, l'argent doit aussi être le nerf de votre ligue qui est une déclaration de guerre aux privilèges politiques de la bourgeoisie.

Qu'est-ce que le tiers Etat, disait l'abbé Sieyès, il y a à peu près 80 ans? Rien.

Que doit-il être? Tout!

La bourgeoisie a pris Sieyès au mot.

Qu'est-ce que le peuple, à cette date du siècle ? Rien.

Que doit-il être ? Tout ? Non pas, car il n'est pas tout, si grand qu'il soit ; mais il doit être prépondérant dans les affaires humaines, puisqu'il constitue les neuf dixièmes de l'humanité.

Comment exercera-t-il cette prépondérance, légitime, rationnelle ?

Par le suffrage universel. C'est parce que le droit de suffrage est capital, que depuis six ans, je poursuis sans me décourager, la réforme électorale par l'intronisation du suffrage pour tous ; c'est parce que je suis pénétré de cette vérité politique que depuis six ans j'ai publié quatre brochures sur ce sujet, et adressé aux chambres législatives, deux pétitions dont la dernière était dédiée au peuple Belge. Voici cette dédicace :

#### AU PEUPLE !

Vous labourez les campagnes et fécondez ses sillons en les abreuvant de vos sueurs !

Dans les forges, vous battez, vous tordez, vous assouplissez le fer, ce rival du charbon dans les sociétés modernes !

Au milieu de dangers et de fatigues inouis, vous descendez dans les noires entrailles de la terre pour en extraire la houille, ce pain quotidien de l'industrie, ou vous déchirez sa surface pour en arracher ces blocs de granit ou de marbre qui servent de fondements et de parure aux édifices publics !

Au sein de nos cités, vous maniez le ciseau, l'ébauchoir, le rabot, ou ces mystérieux caractères, par lesquels la pensée humaine parcourt le monde, le domine, l'éclaire, et l'embellit ; ou bien vous enfantez ces merveilles de l'art

appliqué à l'industrie , prodiges au milieu des prodiges que la science accomplit tous les jours.

Dans les usines , vous présidez à la marche de ces ingénieuses machines inventées par le génie de ces ouvriers immortels : Jacquart , Watt et Fulton !

Vous montez ces chars de feu qui suppriment les frontières, volent et franchissent les fleuves , les montagnes, en secouant leurs longs panaches de fumée !

Enfin, dans quelle sphère utile ou pénible ne vous rencontre-t-on pas ? Vous formez à peu près exclusivement les armées, — ces vieux et ruineux outils d'un vieux monde malfaisant—et quand l'ambition criminelle des rois ou de leurs satellites déchaîne sur les sociétés paisibles les fléaux de la guerre , vous versez votre sang par torrents pour une patrie qui vous refuse le droit de suffrage, cette suprême garantie du citoyen !

Le sol , les maisons , les pierres, les forêts, ces richesses inertes ont leurs représentants ; mais vos bras robustes d'où coule une richesse intarissable , votre sang, vos mâles et naïves vertus, votre liberté sont soumis à la tutelle de vos maîtres !

C'est là une monstrueuse inégalité , une révoltante iniquité !

Arrière la loi qui consacre une pareille horreur !

Justice pour vous ! et c'est parce que je demande justice pour vous, peuple Belge , que j'ai rédigé cette pétition que je vous dédie avec l'hommage de mon respect et de mon dévouement fraternel.

JEAN FONTAINE.